



**1^{er} mai 2022 à Arles à l'appel de la
CGT, de La FSU, de SUD éducation :
Pas de progrès social sans paix entre
les peuples et les travailleurs**

Chères et Chers Camarades,

Chaque année depuis 1886, le 1er mai est la journée internationale des travailleuses et des travailleurs. C'est un temps fort de mobilisation et de manifestation dans le monde entier. C'est une journée de lutte et d'expression revendicative exceptionnelle, une journée de rassemblement pour les droits des travailleuses et des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

La **guerre** qui s'est déclarée à nos portes colore de façon tragique ce 1er mai.

Jaurès a dit : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Afghanistan, Irak, Lybie, Syrie, Yémen, Palestine, Arménie, ... la liste est longue de pays en guerre dans le monde depuis 30 ans, où le capitalisme mondialisé et sa recherche incessante de profits exacerbe les concurrences et les conflits impérialistes. Pour la deuxième fois depuis 1999 et la guerre de l'OTAN en Yougoslavie, le continent européen est le théâtre d'une guerre ouverte, en Ukraine, envahie par la Russie dans le cadre d'une opération militaire spéciale entamée le 24 février.

Pour ne pas pratiquer le deux poids deux mesures en matière de dénonciation des violations du droit international, nous ne pouvons passer sous silence une autre opération militaire spéciale, celle que la Turquie a lancé dans le Nord de l'Irak le 18 avril dernier, visant elle aussi à coup de missiles et de bombardements aériens le Parti des Travailleurs du Kurdistan, une des principales forces politiques des Kurdes.

Gageons que la Turquie, pays membre de l'OTAN, fasse l'objet, pour cette opération, des mêmes condamnations et sanctions de la part du monde occidental.

Les civils ukrainiens paient un lourd tribut en vies humaines, et l'accueil des réfugiés doit être un devoir humanitaire pour les pays occidentaux, quelles que soient leurs origines, leurs couleurs de peau, leurs religions, et sans vouloir les transformer à tout prix en future main d'œuvre bon marché. Si le gros des souffrances et des destructions est ressenti par le peuple ukrainien, les coûts commencent par peser sur les populations du monde entier en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie, menaçant la sécurité alimentaire, et le pouvoir d'achat des peuples en général, avec une inflation qui s'emballe. Par contre, les spéculateurs, les marchands d'armes et de gaz de schiste, se frottent les mains.

Pour la CGT, opposée par essence à une quelconque logique belliqueuse, la prévention durable des conflits nécessite de s'investir dans les cultures de la paix et de disposer d'institutions et de structures dédiées à la résolution non violente des conflits. Cela suppose le désarmement et la dissolution des alliances militaires, notamment celle de l'Otan, et dans un premier temps le retrait immédiat de la France de ce bras armé du capitalisme occidental.

La CGT réitère son opposition à toutes formes de violence, d'où qu'elles viennent, et de punitions collectives à l'encontre des populations civiles. Elle réaffirme son engagement pour un monde exempt d'armes de destruction massive et prône le désarmement de manière générale. Elle rappelle l'importance du droit international et le rôle essentiel que joue l'Organisation des Nations Unies (ONU) dans la prévention des conflits. La France doit contribuer aux côtés de pays progressistes, à faire triompher à l'ONU notamment, la recherche de la paix par la voie politique et le multilatéralisme.

Pour la CGT, ce sont toujours les travailleurs, quelles que soient leurs origines, qui sont les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté qu'elles

engendrent. La misère, le désespoir, le chômage et la détresse alimentent les conflits. Les éradiquer est une des conditions de paix.

Ce 1^{er} mai 2022, journée internationale des travailleuses et des travailleurs, doit être l'occasion de s'opposer fermement au chaos et à la guerre, et de rappeler l'importance et la nécessité d'un cessez le feu immédiat, et de solutions diplomatiques pour des pourparlers de paix.

La guerre et le droit à l'information ne font pas bon ménage. Ainsi, le 20 avril dernier, la justice britannique a ordonné l'extradition vers les Etats Unis de **Julian ASSANGE**, qui avait porté à la connaissance du grand public, via WikiLeaks, les crimes de guerre commis par l'armée américaine en Irak et en Afghanistan. Le journaliste y encourt une peine de 175 ans de prison, et des conditions d'incarcération inhumaines, en isolement total dans une prison de très haute sécurité. Cette mort quasi annoncée de Julian ASSANGE, qui a osé défier le complexe militaro industriel américain en nous prévenant contre la guerre, marque un sinistre et nouveau recul de la protection des lanceurs d'alerte. En France, alors que les libertés sont fragilisées par les lois sécuritaires et la concentration des médias aux mains de quelques milliardaires, la CGT, qui se mobilise depuis 10 ans pour dénoncer le danger du secret des affaires et exiger une protection des lanceurs d'alerte, est à l'origine de l'adoption ce 1^{er} février d'une proposition de loi permettant de mettre fin à leur isolement.

Nous devons aussi dénoncer l'emprisonnement politique de **Salah HAMOURI**, avocat franco-palestinien condamné arbitrairement à la détention administrative par Israël pour son combat en faveur des droits des palestiniens.

En France, les élections présidentielles sont terminées, dans un contexte où l'abstention progresse encore, restant le premier parti du pays, et où l'**extrême droite** n'a jamais fait de scores aussi élevés. Les causes en sont diverses et anciennes,

elles ont été analysées et sont connues. Les responsabilités sont à chercher du côté des politiques libérales menées depuis des années, qui ont exacerbé les injustices et les inégalités sociales, enfoncé des territoires et des populations dans la précarité et le désarroi. La CGT les a combattues, elle les dénoncera encore demain, sans désespérer face à l'adversité. Rappelons que l'extrême droite, c'est l'extrême compétition entre les travailleurs, entre les nations, c'est la guerre sociale décuplée dans le cadre d'un national-capitalisme autoritaire.

Ensemble, nous devons réaffirmer que la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » doit, plus que jamais, rester à l'ordre du jour, pour toutes et tous, sans exclusive ni distinction. Nous voulons construire un destin commun de justice sociale et environnementale autour de l'égalité des droits, par le débat démocratique, un dialogue social et civil renforcé, un État de droit qui garantisse pleinement nos libertés, une République laïque et solidaire, protectrice de l'arbitraire, riche de services publics confortés, reconnus, bénéficiant des moyens de leur pleine efficacité.

Emmanuel Macron, le président des riches, est donc reconduit pour un second mandat. Sur son **bilan**, chacun d'entre nous garde en tête la répression sanglante du mouvement des gilets jaunes, la gestion désastreuse de la pandémie de COVID (avec aujourd'hui plus de 140 000 morts du Covid, la France se classe parmi les pires pays au monde), les conflits d'intérêts permanents avec les affaires Benalla, Blackrock, Mckinsey, la réforme des retraites par points, les réformes Blanquer, la réforme de l'assurance chômage, la loi de transformation de la Fonction Publique, la fermeture de dizaines de trésoreries, de bureaux de poste, de centres de Sécurité Sociale, l'abandon de nos industries, les lois sécuritaires, l'annonce de la fermeture de la Centrale de Gardanne. Ce gouvernement est même allé jusqu'à fermer 5 700 lits d'hôpitaux en pleine épidémie mondiale.

Le **droit à la santé** est un droit essentiel qui doit trouver sa concrétisation par un accès aux soins de toutes et tous, avec un rôle central restitué à l'hôpital public seul

capable de répondre à tous les besoins dans l'intérêt général ainsi qu'à l'exigence première de l'égalité devant les soins. Cela passe bien sûr aussi par de vrais moyens humains, matériels, financiers, un accès gratuit et rapide aux soins, et l'amélioration d'un système de sécurité sociale garanti tout au long de sa vie.

Le progrès social passe aussi par des **Services Publics** qui ne soient pas sacrifiés par des politiques de restructurations, de suppressions, au bénéfice des appétits privés qui prospèrent dans ce système capitaliste. Il nous paraît être d'intérêt public de remettre au jour leur belle histoire issue du Conseil National de la Résistance et de son programme intitulé « Les jours heureux ». Le principe initial était de mettre définitivement l'homme à l'abri du besoin, d'en finir avec la souffrance et les angoisses du lendemain. Ambroise Croizat le fondateur de notre Sécurité Sociale disait « Jamais nous ne tolérerons que ne soit renié un seul des avantages de la sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès »

Et dans le monde qui vient, la question de la **retraite** sera centrale. La CGT porte l'exigence de solidarité, seule capable de sauvegarder et conforter le système par répartition : solidarité entre générations, entre public et privé, entre cadres et non-cadres, ... Elle repose sur une autre conception de la retraite, à rebours de celle voulant imposer une durée de vie plus longue au travail : un âge de la vie où chacun et chacune peut bénéficier d'une période de repos et de loisirs, en bonne santé.

Annoncée par Emmanuel Macron avant même sa réélection, le retour de sa contre réforme des retraites, stoppée dans un premier temps grâce à notre mobilisation, va devenir LA prochaine bataille sociale, conflit central entre capital et travail. 13,5% du PIB, 328 milliards d'euros : c'est la somme qui, chaque année, grâce à notre système par répartition, échappe au capital et à la spéculation ; et c'est le pactole sur lequel le patronat veut mettre la main via l'épargne retraite. Or des solutions existent pour garantir le maintien du niveau de vie une fois retraité, en augmentant les ressources de nos régimes de retraite : l'égalité salariale hommes/femmes, la mise à

contribution des revenus du capital, l'augmentation de la part patronale des cotisations sociales. C'est un choix de société, que nous gagnerons grâce à la mobilisation.

Car de l'argent, il y en a ! Les entreprises du **CAC 40** ont approchés en 2021 les 160 milliards d'euros de bénéfices, et leurs dirigeants n'ont jamais été aussi bien rémunérés, avec une rémunération moyenne de 8,7 millions d'euros, soit 725 000 € par mois. Cela correspond à environ 580 SMIC nets annuels, c'est scandaleux ! Les 40 dirigeants du CAC 40 ont donc touché l'équivalent de 23 200 SMIC nets annuels ! Entre 2009 et 2021 ils ont gagné +127%, quand le SMIC lui a augmenté de moins de 20% et que le point d'indice dans toutes les fonctions publiques a été bloqué ! Les 500 plus grosses fortunes françaises disposent d'un patrimoine de 730 milliards d'euros, quand 10 millions de personnes s'enracinent dans la pauvreté. Dans le même temps, les 63 français les plus riches émettent autant de gaz à effet de serre que la moitié de la population française.

Voilà donc, chères et chers camarades, ce que le capitalisme nous apporte : des guerres incessantes, des peuples et des travailleurs appauvris, et une planète abimée !

Pour gagner la Paix, le progrès social, et la protection de notre environnement, il faut donc que le monde du travail se mobilise. Et quand il le fait, ça paye :

- A l'hôpital d'Arles, où un accord local a été signé par la CGT avec la Direction, porteur d'avancées considérables pour le personnel
- A La Poste, où un débrayage sur Arles, initié par la CGT, début avril, a permis l'obtention d'une prime, ensuite élargie à l'ensemble du département
- A la centrale de Gardanne, où le projet de maintien d'un projet industriel autour de la biomasse, longtemps porté par les salariés en lutte et la CGT, est en train d'aboutir.

La CGT prône un syndicalisme de classe et de masse. Par sa double besogne, elle porte la défense des intérêts immédiats des travailleurs, mais aussi participe à la transformation de la société par la sortie du capitalisme.

Tous ensemble nous pouvons décider de ne pas subir les choix du capital ; unis et déterminés, défendons nos conquies sociaux et gagnons le progrès social !

Alors vive la paix, vive le progrès social, et vive les luttes !